

Néanmoins, la Fédération du commonwealth coopératif reconnaît que le Canada est maintenant engagé dans un conflit dont pourra dépendre la survivance des institutions démocratiques. Nous estimons que la cause des puissances alliées laisse entrevoir l'espoir d'une paix européenne établie sur une base plus sûre, étant donné que, jusqu'à un certain point du moins, la Grande-Bretagne et la France sont entrées en guerre pour combattre une agression.

Pour ces motifs, la Fédération du commonwealth coopératif croit que la politique du Canada devrait être fondée en premier lieu sur les intérêts fondamentaux du peuple canadien ainsi que sur les intérêts qu'il aurait dans le résultat de la guerre. Le Canada devrait être disposé à défendre ses propres côtes, mais son assistance au delà des mers devrait se limiter à une aide économique et ne devrait pas comprendre la conscription du capital humain ou l'envoi d'un corps expéditionnaire.

D'une façon plus détaillée, la Fédération du commonwealth coopératif expose à la Chambre les propositions concrètes suivantes, ainsi que le premier ministre a demandé hier aux honorables députés de le faire. Voici quelles sont ces propositions :

1. Aide économique: Le Canada a tout ce qu'il faut pour fournir une contribution importante au moyen d'une aide économique. Toutefois, dans l'intérêt de l'avenir économique du Canada et pour la protection de sa population, l'expansion des industries de guerre doit être strictement contrôlée. De plus, une telle aide économique devrait être accompagnée immédiatement de mesures propres à en placer le fardeau sur les épaules de ceux qui sont le plus capables de le supporter. On devrait relever immédiatement l'impôt sur les gros revenus et l'on devrait établir une taxe sur les bénéfices excédants et sur les accroissements de capitaux, de façon à éviter une augmentation énorme de notre dette nationale. On devrait soumettre la production et les prix des denrées essentielles à une surveillance rigoureuse afin d'éliminer les profits de guerre et l'on devrait nationaliser la fabrication des armes, des munitions et du matériel de guerre.

2. Défense du Canada: On devrait prendre des mesures raisonnables pour assurer la défense des côtes canadiennes. Les volontaires s' enrôlant pour la défense du pays ne devraient pas être requis aussi de s'engager à faire du service au delà des mers. Cette méthode, qui se pratique actuellement, n'est pas justifiable et elle devrait être abandonnée.

3. Nulle participation militaire au delà des mers: Toute tentative d'envoyer un corps expéditionnaire au delà des mers nous priverait des effectifs nécessaires à la défense de nos côtes et à la production domestique, compromettrait gravement l'unité nationale, menacerait nos libertés civiles et nos institutions démocratiques et aboutirait finalement à la conscription.

4. Maintien de la démocratie chez nous: La Fédération du commonwealth coopératif proteste contre les empiétements que le Gouvernement a déjà commis sur nos libertés civiles et il demande instamment que la démocratie soit maintenue intacte dans notre pays durant la guerre.

Après avoir fini de rédiger cette déclaration et l'avoir approuvée, nous avons vu dans les journaux d'hier une déclaration mi-

[M. Coldwell.]

nistérielle du général Jan Smuts, le nouveau premier ministre de l'Union Sud-Africaine. Personne ne peut accuser le général Smuts d'être tiède à l'égard des intérêts du commonwealth britannique. Néanmoins ce qu'il dit au sujet de la coopération coïncide beaucoup avec notre attitude. Voici un extrait de sa déclaration :

La participation doit être nécessairement limitée par des considérations géographiques et par les conditions spéciales dans lesquelles se trouve notre pays. Notre premier devoir est de rendre notre propre défense le plus efficace possible, et le meilleur moyen de servir la cause que nous épousons est de raffermir notre propre défense et de sauvegarder ainsi nos ressources nationales de façon à mettre l'Union à l'abri de toute incursion de l'ennemi.

Telle est la politique adoptée par le nouveau gouvernement de l'Union Sud-Africaine. La Fédération du commonwealth coopératif désire vivement qu'on nous fasse connaître exactement et sans tarder le sens de notre coopération avec les Alliés. Le premier ministre nous a dit hier que les Alliés se lançaient dans le conflit pour sauvegarder la liberté du monde entier et pour mettre un frein à l'agression, mais il me semble que ce n'est pas assez. C'est là, en substance ce qui nous avait été dit en 1914. Mais la seule défaite de l'Allemagne n'assurera rien de tout cela. La dernière guerre l'a prouvé. A l'époque, on disait que l'on se battait pour conserver aux traités leur caractère sacré, pour mettre fin au militarisme prussien et pour assurer l'avenir de la démocratie. Voilà quels étaient les objectifs de la guerre de 1914-1918, mais elle n'a donné aucun de ces résultats; au contraire, elle nous a légué les ferments du conflit actuel.

A l'issue de la guerre, certains d'entre nous voyaient dans la Société des Nations un organisme destiné à faire régner la paix et l'ordre dans le monde. Nous avons vu comment elle a été sapée à sa base par les chefs d'Etat mêmes qui doivent aujourd'hui faire face aux hostilités. Lorsque des mesures collectives auraient pu être prises pour prévenir la guerre, on ne l'a pas fait, et, je regrette de le dire, l'un des premiers actes de notre propre gouvernement fut celui auquel le premier ministre faisait allusion hier, je veux dire le retrait des sanctions imposées à l'Italie à propos du pétrole lors du conflit éthiopien de 1935. Je n'ai pas l'intention de récriminer, mais avant qu'on nous demande d'adopter l'Adresse en réponse au discours du trône et tout ce que celui-ci implique, et nous avons reçu d'autres éclaircissements à ce sujet aujourd'hui, nous voudrions savoir quels sont les objectifs réels de cette guerre, en ce qui concerne le Canada. Si on ne nous le dit pas, je ne vois pas comment on pourrait s'attendre que nous approuvions ce discours, bien que nous aimerions peut-être le faire pour d'autres raisons.